

Chapitre 5. L'EXERCICE DE LA CITOYENNETE DANS UNE DEMOCRATIE (CONQUETE PROGRESSIVE, DROITS ET DEVOIRS DU CITOYEN, ROLE DU VOTE, EVOLUTION DES DROITS DES FEMMES DANS L'HISTOIRE ET DANS LE MONDE...)

1. Expliquer l'évolution des droits dans une démocratie et en quoi les devoirs garantissent les droits du citoyen.

Cérémonie de remise des cartes d'électeurs à la mairie de Saint-Brès (mai 2013)

Cette cérémonie de citoyenneté a permis aux jeunes de 18 ans nouvellement inscrits sur les listes électorales de rencontrer le maire qui leur a remis leur carte d'électeur, accompagné du livret citoyen présentant leurs principaux droits et devoirs. L'occasion pour le maire, d'évoquer quelques dates historiques sur le droit de vote : « En 1791, sous la Monarchie Constitutionnelle, le vote était restreint. Seuls les hommes de plus de 25 ans payant un impôt direct avaient le droit de voter (...). En 1848, c'est le retour de la République et avec elle, le rétablissement du suffrage universel, qui reste toujours uniquement masculin (à partir de 21 ans et sans condition de richesse). Le vote devient secret. Le 21 avril 1944 un décret signé par le général de Gaulle octroie le droit de vote aux femmes. En 1974, la majorité légale et donc le droit de vote passent de 21 à 18 ans. »

Complétez le tableau ci-dessous

	1791	1848	1944	1974
Conditions de richesse				
Conditions de genre (homme - femme)				
Conditions d'âge				

Le Livret du Citoyen (mars 2015)

Bienvenue à l'âge de la majorité ! L'État vous présente vos droits et devoirs à travers «Le Livret du Citoyen»
La majorité vous confère des droits et devoirs

Le droit de vote. Vous avez la possibilité de participer aux différents scrutins et ainsi de prendre part à la vie démocratique française et européenne.

La majorité civile. C'est l'âge où vous êtes juridiquement considéré comme pleinement capable et responsable par la communauté nationale, vous êtes libre de conclure des contrats et de gérer vous-même vos ressources. Désormais, vous êtes seul responsable vis-à-vis de vos professeurs et employeurs mais aussi le seul à décider et à assumer votre orientation scolaire, professionnelle...

La majorité matrimoniale. Vous avez le droit de vous marier sans autorisation de vos parents ou tuteurs.

La majorité pénale. À 18 ans, vous êtes soumis aux mêmes peines que les autres adultes. Vous ne relevez plus du juge pour enfants et de la cour d'assises des mineurs mais de toutes les juridictions (tribunal correctionnel, cour d'assises...).

Les droits civiques. Ces droits désignent les libertés individuelles accordées à tous les citoyens par la loi :

- > le droit de vote
- > l'éligibilité (le droit de se porter candidat à une élection et d'être élu)
- > le droit d'exercer une fonction juridictionnelle (juge...)
- > le droit de représenter ou d'assister une partie devant la justice
- > le droit de témoigner en justice

Ils peuvent être retirés à un individu par décision judiciaire pour certaines infractions (crimes ou délits), en raison de leur gravité.

Chapitre 5. L'EXERCICE DE LA CITOYENNETE DANS UNE DEMOCRATIE (CONQUETE PROGRESSIVE, DROITS ET DEVOIRS DU CITOYEN, ROLE DU VOTE, EVOLUTION DES DROITS DES FEMMES DANS L'HISTOIRE ET DANS LE MONDE...)

Les devoirs du citoyen

Respect de la loi. Les citoyens doivent respecter les lois pour deux raisons essentielles :

> Tout d'abord parce qu'ils en sont indirectement les auteurs: l'article 3 de la Constitution du 4 octobre 1958 précise que la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants (les parlementaires) et par la voie du référendum.

> Ensuite parce qu'il s'agit de permettre une vie en société organisée et d'éviter le développement de la loi «du plus fort». L'obligation pour tous les citoyens de respecter les lois est la meilleure assurance que la liberté, les droits et la sécurité de chacun d'eux soient garantis de manière effective. Le non respect des lois constitue toujours une faute qui, le cas échéant, peut conduire à de lourdes sanctions pénales.

Fraternité. Les devoirs d'un citoyen envers les autres sont de nature juridique et morale :

> Chaque citoyen doit respecter les droits des autres : la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 établit que «l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits» (art. 4).

> Mais les devoirs des citoyens les uns envers les autres ne se limitent pas à des obligations juridiques. Ils reposent également sur une dimension morale : il s'agit de faire preuve de civisme et de civilité pour rendre supportable la vie en société. La politesse, le respect, la capacité à venir en aide à une personne en difficulté sont des éléments capitaux pour une citoyenneté vécue au quotidien.

Payer des impôts. Le principe de l'impôt est prévu par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 : «Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés» (art. 13). La participation à l'effort commun est indispensable pour financer et faire vivre nos services publics : police, justice, éducation, hôpitaux, ramassage des ordures... Une société sans impôt impliquerait d'accepter une société dans laquelle tout service serait privé, éventuellement fort coûteux et inégalitaire en fonction des revenus ou de la localisation géographique de chacun.

Service national. Depuis la levée en masse des Français de 1792, afin de défendre «la Patrie en danger» et de renforcer l'armée française, le devoir de défense du territoire est lié à la citoyenneté. Tout Français de sexe masculin est donc susceptible d'être mobilisé afin de défendre le territoire national, ou, plus largement, de se battre pour son pays (y compris sur un théâtre d'opération extérieur à la France). La personne mobilisée, refusant de se rendre là où elle a été affectée, ou quittant le combat, peut être poursuivie pour fait de désertion, aujourd'hui sanctionnée par la réclusion criminelle à perpétuité. En France, la conscription et le service national ont été réformés par la loi du 28 octobre 1997. Ils ont fait place à une journée d'appel de préparation à la défense pour les garçons et les filles âgés de 18 ans afin de les sensibiliser aux enjeux et à l'organisation de la défense. «L'appel sous les drapeaux» peut cependant être rétabli si la défense de la nation le justifie.

À quel âge devient-on majeur en France ? Quel document est remis aux jeunes Français à l'occasion de leur majorité ? Expliquez cette démarche.

.....
.....
.....

Quels sont les droits qui permettent de dire que la France est une République démocratique ?

.....
.....
.....

Quels devoirs garantissent les droits du citoyen ? Expliquez votre réponse.

.....
.....
.....
.....
.....

Chapitre 5. L'EXERCICE DE LA CITOYENNETE DANS UNE DEMOCRATIE (CONQUETE PROGRESSIVE, DROITS ET DEVOIRS DU CITOYEN, ROLE DU VOTE, EVOLUTION DES DROITS DES FEMMES DANS L'HISTOIRE ET DANS LE MONDE...)

2. Décrire l'évolution des droits politiques des femmes.

Doc. 1 Le sexisme en politique

Octobre 2013, à l'Assemblée nationale. Le député Philippe Le Ray imite le caquètement d'une poule quand la députée écologiste Véronique Massonneau prend la parole. Moquées, huées, dénigrées... Bon nombre de femmes politiques affrontent elle aussi des débordements misogynes*. Certains hommes considèrent que les femmes n'ont rien à faire en politique. Par solidarité, les députés de la majorité ont boycotté quelques minutes la séance de l'Assemblée après l'affaire des caquètements visant Véronique Massonneau.

D'après www.liberation.fr, 4 mai 2015.

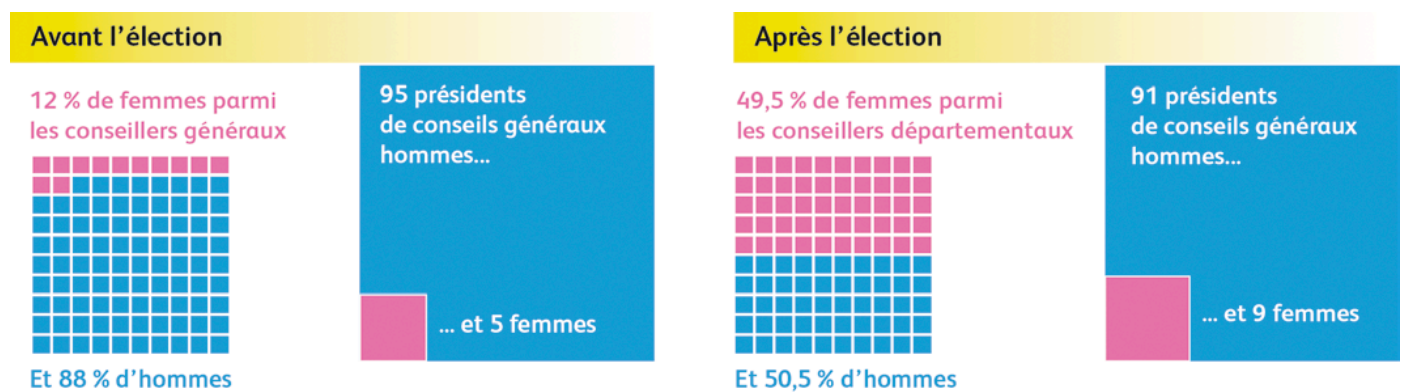
* Qui témoigne du mépris envers les femmes.

Doc. 2 Une loi pour la parité en politique

Loi du 6 juin 2000. Article 7

Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un. Chaque liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Doc. 3 Le nombre de femmes dans les assemblées départementales en 2014



1 DOC. 1 Soulignez en rouge les éléments qui montrent le manque de respect envers les femmes en politique.

2 DOC 2 Comment la République a-t-elle agi pour augmenter la représentation des femmes en politique ?

.....

.....

.....

3 DOC. 3 Comment évolue le nombre de femmes parmi les conseillers départementaux ?

.....

.....

.....

4 DOC. 1, 2 et 3 Qu'est-ce qui montre que la situation des femmes en politique est en train de changer ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Chapitre 5. L'EXERCICE DE LA CITOYENNETE DANS UNE DEMOCRATIE (CONQUETE PROGRESSIVE, DROITS ET DEVOIRS DU CITOYEN, ROLE DU VOTE, EVOLUTION DES DROITS DES FEMMES DANS L'HISTOIRE ET DANS LE MONDE...)


5 Mettez une croix rouge dans la case qui vous paraît la plus proche de la réalité.

6 Avec la classe, coloriez en bleu la case qui correspond à la bonne réponse et justifiez dans le cas où la case «Faux» est coloriée.

	Vrai	Faux	Justification
Les femmes ont eu le droit de vote en France en 1944		
La loi sur la parité oblige les partis politiques à présenter autant de candidates que de candidats lors de certaines élections.		
Il n'y a jamais eu de femme Premier ministre en France.		
Les premières femmes nommées ministres n'avaient pas le droit de voter aux élections.		
Il n'y a aucun parti politique français dirigé par une femme.		

3. Présenter le combat d'une grande figure pour le droit des femmes.

Complétez le tableau ci-dessous en faisant des recherches au CDI ou sur internet.

Personnalité	Siècle auquel elle a vécu ou vit	Actions menées pour le combat des droits des femmes
 <p>Olympe de Gouges</p>
 <p>Simone de Beauvoir</p>
 <p>Malala Yousafzai</p>
Autre personnalité au choix :